

pleine gloire de ses premiers principes. Je regrette qu'elle se soit éteinte dans le brouillard sombre des faveurs ministérielles, et qu'il se soit laissé détourner des principes qu'il avait défendus avec tant de force et d'énergie, par l'offre d'un traitement de \$10,000. Mais sa santé était mauvaise, et bien que ce fût un travail difficile que de diriger les postes et combattre la nouvelle école libérale dans son parti, il a considéré que c'était besogne facile que de se remettre à la pratique de la loi qu'il avait abandonnée depuis vingt-deux ans, d'étudier toutes les procédures et les précédents survenus dans l'intervalle, et monter sur le banc judiciaire. C'était là pour lui jeu d'enfant, une espèce de sanatorium, moral ou physique, dans lequel sir William Mulock devait récupérer des forces affaiblies et retrouver la santé. M. Grant continue :

Nous autres les libéraux d'Ontario sommes très mécontents ; bien que nous ayons confiance dans Hyman et Aylesworth, Mulock ne peut pas cependant être remplacé.

Pas un mot de Paterson.

La construction actuelle du cabinet, d'après M. Grant, ne le satisfait pas et ne satisfait pas les autres députés libéraux. L'objection est qu'il y a des vieillards à la tête de certains ministères, comme celui des douanes, par exemple...

Nous y voilà !

Comme les douanes, etc. Les seuls membres du cabinet représentant Ontario dans lesquels nous ayons confiance sont Aylesworth et Hyman. C'est en ma qualité de whip libéral pour la province d'Ontario que je déclare que les seuls ministres dignes de notre confiance sont Aylesworth et Hyman. "Les députés libéraux sont fatigués de faire antichambre dans les ministères", et au sujet du mécontentement en général il a dit que "l'école radicale du parti libéral qui compte un plus grand nombre de représentants dans la Chambre des communes que l'on croit généralement, est prête à agir et agit promptement contre l'état de choses actuels".

Il y a dix-huit députés dans Ontario qui sont prêts à prendre une attitude indépendante à la session prochaine.

Or, la session est maintenant ouverte, et allons-nous avoir enfin un spectacle que nous n'avons jamais vu auparavant, le spectacle si désiré de dix-huit députés libéraux observant une attitude indépendante à l'égard du Gouvernement.

Le député d'Ontario-nord a déclaré que, si le gouvernement proposait d'élever le tarif, pour sa part il s'y opposerait.

N'y aurait-il pas, pour expliquer le fait que la révision du tarif n'aura pas lieu pendant la présente session d'autres raisons qu'une foudre malheureuse ? Le whip libéral aurait-il fait des menaces, et faut-il quatre, cinq ou six mois pour le pacifier, avant de pouvoir soumettre aux Chambres un tarif qui n'entraînera pas des conséquences désastreuses ?

Les députés libéraux d'Ontario ne sont pas satisfaits de la manière dont la question du Transcontinental National a été résolue. M. Grant a aussi déclaré qu'il manquait de confiance en l'honorable M. Fitzpatrick, qu'il considérerait soumis à l'influence du président de la commission du Transcontinental, M. S. N. Parent, lequel fait partie du même bureau d'avocat et est entièrement sous la dépendance de M. Fitzpatrick. C'est pour cela que les libéraux d'Ontario redoutent que certaines transactions se rapportant à la construction du Transcontinental ne soient pas à l'honneur du pays.

Et finalement M. Grant déclare que le gouvernement libéral se transforme rapidement en bureaucratie. Voilà, monsieur l'Orateur, les pensées intimes que le député d'Ontario-nord a exprimées dans un moment de grande expansion, non cependant sans après de longues réflexions et afin de prévenir un plus grand mal. L'honorable premier ministre a maintenant ces pensées devant lui, et il peut essayer à les mettre d'accord avec la grande harmonie qu'il dit exister dans son parti.

L'honorable M. SYDNEY FISHER (ministre de l'Agriculture) : Je ne m'attarderai pas à relever les railleries de mon honorable ami (M. Foster) au sujet de la comparaison qu'il a faite touchant l'union dans les partis dans cette Chambre et dans le pays. Je laisserai à mes collègues le soin de se défendre eux-mêmes, mais je ne puis m'empêcher de dire à mes honorables amis de l'opposition que s'ils veulent constater le degré de force des partis en ce pays, qu'ils en fassent l'essai dans une élection dans un comté quelconque, dans un territoire ou dans une province du Canada, ou encore dans les élections générales, et ils trouveront comme dans le passé un parti libéral uni et solide contre lequel leurs attaques n'auront ni effet ni influence. Les occasions n'ont pas manqué à l'opposition de faire cet essai depuis la dernière session. Nous avons eu des élections dans les grandes nouvelles provinces de l'Ouest, dans la province d'Ontario où nos amis de l'opposition se vautent d'être si forts, dans la province de Québec sur laquelle ils fondent depuis longtemps des espérances, mais qui ne se réalisent pas bien vite cependant ; dans les provinces maritimes où la Nouvelle-Ecosse s'est prononcée contre eux en 1893 et en 1900, et d'une façon unanime en 1904 ; dans toutes les provinces du Canada enfin l'opposition ne peut entamer l'unité du libéralisme avec ces appels aux électeurs et ses attaques contre la politique du gouvernement actuel. Ce n'est pas mon intention de m'étendre sur ces points et je ne me serais pas levé du tout si ce n'eût été d'une ou deux remarques de mon honorable ami que je veux rectifier concernant certain discours que j'ai prononcé récemment et qui semble avoir été l'objet de plus d'attention que je ne m'y attendais de la part des membres de l'opposition et de ceux qui sympathisent avec elle. Ce discours a été aussi